

# Sommaire

---

## Actualités du MMAISP

**La ministre Raymonde Goudou sensibilise les ministères techniques**

TWINS Mag - lundi 01 juillet 2019

**Plus de 200 requêtes enregistrées depuis son lancement en février 2019**

TWINS Mag - lundi 01 juillet 2019

## Fonctionnaires

**Le Dr Raymonde Goudou Coffie recommande le développement du leadership personnel**

Le Sursaut - vendredi 12 juillet 2019

**La Côte d'Ivoire honorée au Maroc**

Fraternité Matin - vendredi 12 juillet 2019

**Les fonctionnaires et agents de l'Etat interpellent Amadou Gon**

Notre Voie - vendredi 12 juillet 2019

## Politique

**L'ambassadeur du Koweït fait ses adieux au Président de la République**

Fraternité Matin - vendredi 12 juillet 2019

**L'ambassadeur du Koweït fait ses adieux au Président de la République**

Fraternité Matin - vendredi 12 juillet 2019

**« Une opportunité pour booster le développement de l'Afrique »**

Le Jour Plus - vendredi 12 juillet 2019

**Hamed Bakayoko partage l'expérience ivoirienne**

Le Patriote - vendredi 12 juillet 2019

**Sensibilisation trop timide du gouvernement**

Le Nouveau Réveil - vendredi 12 juillet 2019

## Conjoncture économique et sociale

**Le conseil d'administration installé**

Le Patriote - vendredi 12 juillet 2019

**Kaba Nialé: " 84% de nos engagements potentiellement réalisables à l'horizon 2030 "**

Fraternité Matin - vendredi 12 juillet 2019



Modernisation de l'Administration / Présenter le ministère de la Modernisation et de l'Innovation du Service Public (MMAISP), ses missions, et surtout le portail du citoyen « Miliê » aux usagers.

## La ministre Raymonde Goudou sensibilise les ministères techniques



Une vue des participants.

Présenter le ministère de la Modernisation et de l'Innovation du Service Public (MMAISP), ses missions, et surtout le portail du citoyen « Miliê » aux usagers. Tel est l'objectif principal de la tournée initiée par la patronne de ce département, Dr Raymonde Goudou Coffie, depuis le mois d'avril 2019. A cet effet, plusieurs délégations conduites respectivement par le chef de cabinet, Emmanuel Lebié Zahoui Coffie, et le directeur des ressources humaines, Antoine Bessin, sillonnent les différents ministères engagés dans le processus de la dématérialisation des procédures administratives. La mission d'information et de sensibilisation des points focaux de la MMAISP dans les différents ministères engagés dans le processus de la dématérialisation des procédures administratives veut ainsi apporter son appui au gouvernement dans cette tâche de la modernisation de l'administration publique. Laquelle démarche passe par quatre principaux objectifs, à savoir la transformation organisationnelle ou structurelle ou transformation globale et intégrée, la transformation managériale ou la révision des méthodes et des modes de gestion adoptés au niveau de l'administration avec des outils modernes de management, la transformation éthique avec des mécanismes pour la promotion des principes de la bonne gouvernance et le renforcement de l'éthique dans l'administration afin de soutenir l'intégrité et la transparence et la transformation digitale ou numérique en mettant un accent sur l'acquisition de moyens technologiques modernes et leur généralisation à tous les services administratifs pour renforcer les applications et les services informatiques communs et ainsi faciliter aux usagers l'accès aux services publics. L'autre pan de cette

modernisation de l'administration est la création d'un outil de dialogue "Miliê" 'signifiant en langue locale " ma propriété, ce qui m'appartient". C'est une plateforme qui apporte du dynamisme à l'Observatoire, qui ne recueillait que par appels (call center) ou courriers physiques les réclamations et plaintes des usagers. Pour la nouvelle formule de ce portail, il devient un outil interactif permettant à l'utilisateur et l'administration d'interagir d'une part et aux administrations d'interagir entre elles d'autre part. Ce mécanisme permet de recueillir les requêtes des citoyens, qui connaissent un premier traitement avant d'être référées aux ministères techniques incriminés. Il est accessible par téléphone aux numéros suivants : 800 000 007 ou le 22 40 98 98 ou par internet en téléchargeant l'application "Miliê" sur mobile ou saisir l'adresse [www.milie.ci](http://www.milie.ci).



Le portail citoyen « Miliê »

# Plus de 200 requêtes enregistrées depuis son lancement en février 2019



*Raymonde Goudou-Coffie, ministre en charge de la modernisation de l'Administration.*

ENA : VALORISATION DE L'ENARQUE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

## Le Dr Raymonde Goudou Coffie recommande le développement du leadership personnel



**La semaine de l'Enarque organisée par la 53ème promotion des élèves de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) autour du thème « La place de l'ENA dans la Fonction publique ivoirienne », a connu l'un de ses temps forts mercredi 10 juillet. Avec le panel qui a réuni des éminences grises, autour de la question de la valorisation de l'Enarque dans l'Administration ivoirienne, à l'aune d'indispensables réformes.** Dans l'amphithéâtre Laurent Gbagbo, le Dr Raymonde Goudou Coffie ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public, Oka Kouadio Séraphin, Directeur de Cabinet du Général Issa Coulibaly, ministre de la Fonction Publique et Kouassi Yao Charles, Directeur de Cabinet de l'Inspecteur général, Ahoua N'Doli Théophile et ancien énarque, se sont prêtés au jeu favori des intellectuels. En échangeant leurs visions et en livrant leurs

propositions pertinentes sur les voies et moyens pour que l'élève sorti de l'Ecole Nationale d'Administration et qui entre dans l'Administration publique ivoirienne ait une place prééminente. Et soit même l'objet d'une préférence dans l'accès aux postes de travail et de responsabilités dans la Fonction Publique. Pour ce faire, madame la Ministre de la Modernisation de l'Administration a insisté sur le développement du leadership personnel dans un esprit de méthode que chaque élève de l'ENA devrait revendiquer pour être acteur de son avenir et non le subir. Car fera-t-elle remarquer « Le leadership se prend, il se démontre et vous permet de prendre de la valeur, de la contenance et de l'assurance pour mieux impacter votre domaine d'activité ou vos responsabilités. D'autant que seules vos capacités et la qualité de votre travail vous prédisposent du poste de travail au poste de responsabilités. » Cet état d'esprit et surtout cette volonté de ne pas subir son avenir pourra raisonnablement conditionner les réformes. C'est pourquoi, en convoquant l'éthique et la déontologie, comme l'autre élément important avec le leadership personnel, le Dr Raymonde Goudou Coffie a décrit les méthodes et les approches dont pourra user l'Enarque afin de s'approprier les missions de sa charge. Elle a par ailleurs levé un coin du voile sur les projets de son département ministériel pour que l'Enarque se sente dans un meilleur de travail une fois dans l'Administration Publique. Ainsi le projet codification et profilage des postes de travail vient-il pour proposer une meilleure solution à l'épineux problème de la gestion des ressources humaines de la Fonction Publique. Par un meilleur redéploiement des fonctionnaires et agents de l'Etat sur le territoire et par une adéquation entre les profils des candidats ou animateurs des postes de travail et les missions et tâches dévolues. Kouassi Charles, qui au niveau des difficultés auxquelles sont en bute les Enarques, a relevé leur présence de plus en plus minoritaire dans les administrations publiques, la concurrence avec les autres compétences pour les postes de travail et de responsabilités, a recommandé un nivellement des valeurs par le haut et exigé des Enarques de démontrer partout qu'ils sont les meilleurs. Les échanges avec les Elèves de l'ENA se sont cristallisés autour des frustrations ressenties et en rapport avec les concours d'entrée à l'ENA et les concours directs ou les recrutements à titre exceptionnel. Car pour deux élèves de la même promotion entrés à l'ENA sur ces deux modes de recrutement, celui issu du concours direct, à la fin de sa formation, réintègre aussi la Fonction

Publique avec des avantages alors l'autre use toujours le fond de son pantalon sur les bancs de l'amphithéâtre de l'ENA. Le Directeur général de la Fonction Publique Aka Koffi Bernard a donné des réponses tout à la fois techniques et politiques mais qui obéissent aux exigences de l'action sociale du gouvernement en faveur des populations, quand les concours d'entrée à l'ENA et à l'ENS ne suffisent plus à eux seuls à résorber la question de jeunes diplômés sans emploi.

Administration publique / La poste de Côte d'Ivoire et la Caisse nationale d'assurance maladie ont été primées au Maroc à la faveur des assises du conseil d'administration du Centre africain de formation et de recherche administrative pour le développement (Cafrad) qui ont eu lieu du 8 au 10 juillet à Fès, au Maroc.

## La Côte d'Ivoire honorée au Maroc



Le ministre Issa Coulibaly (à gauche) a exprimé sa fierté de voir la Côte d'Ivoire s'imposer sur la scène continentale.

expériences diverses en matière de modernisation du service public et de gouvernance dans l'administration publique. Le ministre de la Fonction publique, le général Issa Coulibaly, qui conduisait la délégation ivoirienne, a exprimé toute sa fierté de voir une fois de plus la Côte d'Ivoire s'imposer sur la scène continentale dans le domaine du service public. Le chef de la délégation ivoirienne a profité de l'occasion pour rappeler les initiatives et engagements du Président de la république, Alassane Ouattara et du gouvernement pour l'atteinte des objectifs de développement durable avec la politique de scolarisation obligatoire, la couverture maladie universelle, l'électricité pour tous, etc. signalons que la 57e session du Conseil d'administration du Cafrad a permis aux 38 pays membres de faire le point sur la marche de leur institution, des difficultés de constitution du budget de fonctionnement et de la mise en œuvre des activités. Les travaux ont été marqués par des panels qui ont enregistré la participation de plusieurs organisations sous-régionales et mondiales ainsi que de décideurs en matière de gouvernance publique.

La poste de Côte d'Ivoire et la Caisse nationale d'assurance maladie ont été primées au Maroc à la faveur des assises du conseil d'administration du Centre africain de formation et de recherche administrative pour le développement (Cafrad) qui ont eu lieu du 8 au 10 juillet à Fès, au Maroc. Ce prix panafricain du service public obtenu par ces deux administrations ivoiriennes, instauré par le Cafrad, vise à promouvoir toutes les initiatives et innovations permettant l'amélioration de la qualité des prestations rendues aux usagers des services publics dans les pays africains. Plusieurs services étaient en compétition dans les trois catégories de prix instituées; l'Administration électronique, Innovation et amélioration de la qualité du service public, et genre-jeunesse et prise en compte des personnes vulnérables. dans la première catégorie, la poste de Côte d'Ivoire a obtenu le prix d'excellence pour son service en ligne. sur la quinzaine de projets présentés par une dizaine de pays, celui de la poste a retenu l'attention du jury. Le prix d'encouragement, lui, a été décerné à la Caisse nationale d'assurance maladie. Pour le directeur général du Cafrad, Monney Mouandjo Stephane, cette organisation est une opportunité pour les pays africains de s'enrichir des

## Précarité des retraités

# Les fonctionnaires et agents de l'Etat interpellent Amadou Gon

La Fédération des associations de fonctionnaires et agents de l'Etat a la retraite de Côte d'Ivoire (FARE-CI) a organisé, récemment, a Cocody, une journée médicale à l'intention de ses membres. Une occasion pour les personnes âgées de faire leur bilan de santé en vue de la prévention et le traitement des pathologies chroniques telles que le diabète, le glaucome, l'arthrose, l'hypertension artérielle. ... Le président de ladite association, Mahurin Kouassi, a exprimé ses vifs regrets face à la nonchalance du gouvernement en rapport avec les problèmes de prise en charge des fonctionnaires et agents de l'Etat à la retraite. «< Nous continuons de mourir dans l'anonymat et en silence quand nous savons que notre constitution en son article 32, consacre la vision du pays à donner les moyens pour garantir les conditions de vie des personnes vulnérable», a-t-il dénoncé. Il dit ne pas comprendre pourquoi au moment où le gouvernement parle de la mise en oeuvre d'un programme social, les personnes du 3e âge peinent à s'épanouir. Au plan social et sanitaire, la FARE-CI déplore la cherté des médicaments en pharmacie et l'absence de service de gériatrie dans les hôpitaux. Selon Mathurin Kouassi, le pays n'en dispose que cinq pour 80.000 fonctionnaires à la retraite. Concernant les logements sociaux, il regrette l'absence d'un programme spécifique d'habitat économique en faveur des personnes du 3e âge. Egalement, le prélèvement d'impôt sur les pensions des retraités âgés de moins de 70 ans selon la législation en vigueur. Alors que dans certains pays comme le Bénin et le Burkina Faso, cette disposition fiscale est prescrite sur les pensions. Les représentants du directeur général de l'IPS-CGRAE, du PCA de la Mugefci et du ministre de l'Emploi et de la Protection sociale ont promis rendre compte des préoccupations de la FARE-CI à leur hiérarchie. C'est autour du thème : "prévention et traitement des maladies liées aux personnes du 3e âge" que cette journée médicale s'est déroulée. L'objectif visé par la rencontre était de s'organiser en vue d'une auto prise en charge. Plusieurs retraités ont bénéficié des séances de dépistages gratuites sur les pathologies chroniques lors de cette journée médicale.

**GOMON EDMOND**

Coopération / En fin de mission, le diplomate Mohamed Hussain Al-Faïlakawi a abordé avec le Chef de l'État le projet d'ouvrir des ambassades dans les deux pays

## L'ambassadeur du Koweït fait ses adieux au Président de la République



L'ambassadeur koweïtien a évoqué avec le Président de la République la question de l'ouverture d'une ambassade en Côte d'Ivoire. (PHS : PORO DAGNOGO)

Le Président Alassane Ouattara et Mohamed Hussain Al-Faïlakawi, ambassadeur du Koweït en Côte d'Ivoire, ont échangé hier sur la nécessité d'ouvrir des ambassades dans leurs différents pays. «Nous avons parlé d'un projet très important qui est celui d'ouvrir une ambassade en Côte d'Ivoire et une autre au Koweït», a déclaré le diplomate, au terme de l'audience que lui a accordée le Chef de l'État ivoirien, au Palais présidentiel, à Abidjan-Plateau. L'ambassadeur, en fin de mission, était allé faire ses adieux au Président Alassane Ouattara. Pour le représentant diplomatique, ces initiatives, une fois réalisées, auront un impact positif sur la coopération et les relations qu'entretiennent les deux pays. «L'ouverture de ces représentations diplomatiques permettra de renforcer au mieux les relations entre nos deux pays. Ces projets, s'ils venaient à voir le jour, permettront également de faciliter les voyages et les visites de nos ressortissants. Il permettra aux différents chantiers envisagés de progresser rapidement», a-t-il souligné. En se réjouissant d'avoir servi la Côte d'Ivoire, en qualité d'ambassadeur non-résident, il a affirmé qu'il a mis à profit cette audience pour saluer Alassane Ouattara, et lui faire ses adieux. Il a dit qu'il a présenté aussi les civilités de l'Emir du Koweït au Président ivoirien. «À son tour, le Président Alassane Ouattara lui a demandé de transmettre ses salutations aux Koweïtiens», a déclaré l'ambassadeur. **Amadou Soumahoro et Abdalah Boureïma chez Ouattara**

Selon le diplomate, le Chef de l'exécutif ivoirien a souhaité que les deux pays coopèrent étroitement, de sorte à

renforcer davantage leurs relations économiques et politiques. Après le diplomate koweïtien, Alassane Ouattara a reçu également le président de l'Assemblée nationale, Amadou Soumahoro. Fraîchement élu à la tête de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (Apf), au terme de la 45e session, à Abidjan, du 05 au 09 juillet. Le nouveau patron des parlementaires francophones n'a pas fait de déclaration à la fin de l'audience. Idem pour le Nigérien Abdallah Boureïma, président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), reçu lui aussi en audience. Cette autre rencontre avec le Président Alassane Ouattara a eu lieu, en prélude à la 21e Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement qui se tient, aujourd'hui, sur les bords de la lagune Ébrié..

**MARCEL APPENA**

Zone de libre-échange continentale/ Alassane Ouattara / De retour de Niamey au Niger (après avoir séjourné à Paris), où il a pris part le 7 juillet 2019 au 12ème Sommet extraordinaire de l'Union africaine (Ua), Alassane Ouattara a indiqué que la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) est une opportunité pour booster le commerce de l'Afrique.

## « Une opportunité pour booster le développement de l'Afrique »



A. AKA

Le président de la République Alassane Ouattara a indiqué le mercredi 10 juillet 2019 au cours d'un point de presse à Abidjan que la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) est une opportunité pour booster le commerce, et partant le développement socio-économique du continent. Alassane Ouattara rentrait de Niamey au Niger (après avoir séjourné à Paris), où il a pris part le 7 juillet 2019 au 12ème Sommet extraordinaire de l'Union africaine (Ua) sur le lancement de la phase opérationnelle de l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). La mise en œuvre de cet Accord est prévue le 1er juillet 2020. Pour le Président Alassane Ouattara, c'est le commerce intra-africain, et non l'aide au développement de pays tiers qui contribuera au développement durable au continent. Il a ainsi indiqué qu'avec 24%, la Côte d'Ivoire a le taux de commerce intraafricain le plus élevé, contre une moyenne générale de 7%. Chose qui indique l'engagement de la Côte d'Ivoire en matière d'intégration économique. A Paris, où il a effectué une visite de travail après le Niger, Alassane Ouattara a rencontré le Président français, Emmanuel Macron. Les échanges ont porté sur la coopération bilatérale et les questions régionales. Notamment les constructions du Métro d'Abidjan et de l'académie régionale de lutte anti-terroriste qui sera basée à Jacqueville en Côte d'Ivoire.

3ÈME CONFÉRENCE DES CHEFS D'ETAT-MAJOR DES ARMÉES DES NATIONS UNIES

## Hamed Bakayoko partage l'expérience ivoirienne



*e ministre d'Etat, ministre de la Défense pendant son intervention (Ph Dr)*

L'exemple de l'armée ivoirienne peut s'exporter. C'est en tout cas tout le sens de la présence d'Hamed Bakayoko au siège de l'Organisation des Nations unies (ONU) à New York dans le cadre de la 3ème Conférence des chefs d'Etat-major des Armées des Nations unies. Unique ministre de la Défense du monde, invité par le Secrétaire général des Nations unies, Hamed Bakayoko a animé un panel sur le thème : « Générer des capacités pour répondre aux exigences de haute performance ». L'intervention du ministre ivoirien de la Défense a été fort appréciée par tous les participants dont António Guterres, Secrétaire général de l'ONU.

T. L

Progression de la dengue en Côte d'Ivoire / La Côte d'Ivoire est confrontée à une maladie grave, la Dengue, aussi appelée « grippe tropicale », une maladie virale transmise à l'homme par des moustiques du genre Aedes.

## Sensibilisation trop timide du gouvernement



**La dengue se transmet comme le paludisme par une pique de moustique.**

La Côte d'Ivoire est confrontée à une maladie grave, la Dengue, aussi appelée « grippe tropicale », une maladie virale transmise à l'homme par des moustiques du genre Aedes. Au regard de sa gravité, les Ivoiriens estiment que le gouvernement ne prend pas suffisamment à bras le corps cette menace contre la santé des populations. La campagne aujourd'hui semble timide et non perceptible. C'est plutôt des actions sporadiques et surtout une absence de sensibilisation de proximité à long terme auxquelles on assiste. L'Institut national d'hygiène publique (INHP) avait lancé à partir de la commune d'Adjamé, une

campagne de sensibilisation de proximité sur la Dengue, dans le cadre de ses initiatives pour endiguer l'épidémie qui sévit depuis plusieurs mois dans le district d'Abidjan. Mais la campagne était prévue pour durer 10 jours. A travers une caravane dans trois communes ciblées à savoir Cocody, Bingerville en plus de celle d'Adjamé. Force est donc de reconnaître que ce n'est pas suffisant. Au lieu de campagne sporadique, l'Etat devrait procéder à une véritable démoustication à grande échelle dans les communes atteintes. Il s'agit de mener une véritable offensive à travers une volonté du gouvernement de s'engager avec des moyens conséquents pour aller contre une maladie aussi grave dont les complications entraînent la mort. L'incidence de la dengue progresse actuellement de manière très importante. Sans vaccin disponible en Côte d'Ivoire et en l'absence de traitement spécifique contre la dengue, responsable de milliers de décès par an dans le monde, principalement chez les enfants, "le seul moyen de lutte efficace, c'est la lutte contre le moustique", selon les médecins. Le mode de transmission de la dengue est similaire à celui du paludisme: des femelles moustiques s'infectent en piquant une personne porteuse du virus, qu'elles inoculent ensuite à d'autres humains. Dans la grande majorité des cas, la dengue reste "silencieuse", mais les patients asymptomatiques peuvent quand même infecter les moustiques qui les piquent, participant ainsi au cycle de contamination.

**FRANÇOIS KONAN**

GUICHET UNIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR / Dans le cadre de la reprise en main du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE) et le transfert des compétences de Webb Fontaine à la nouvelle société GUCE Côte d'Ivoire SA...

## Le conseil d'administration installé



Le conseil d'administration a tenu sa première rencontre en présence du ministre Souleymane Diarrassouba. (Ph. DR)

continuera de bénéficier de l'assistance technique de Webb fontaine Group qui jouit d'une connaissance approfondie du GUCE pour l'avoir conçu et exploité durant la période de concession, avec l'assurance de pouvoir maintenir la qualité des services fournis et de poursuivre le développement de nouveaux services. **Sercom**

Dans le cadre de la reprise en main du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE) et le transfert des compétences de Webb Fontaine à la nouvelle société GUCE Côte d'Ivoire SA, le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, Souleymane Diarrassouba a installé à son cabinet au Plateau, le mardi 9 juillet 2019, le premier Conseil d'Administration de cette société créée pour la gestion du Guichet Unique du Commerce Extérieur de Côte d'Ivoire. En présence de Maître Karim Fadika, Conseil Juridique, assurant le secrétariat de la séance, Messieurs Issouf Fadika, Guy Serge Manouan et Inza Cissé ont été respectivement élus, à l'unanimité de tous les administrateurs présents, respectivement Président du Conseil d'Administration, Directeur Général et Directeur Général Adjoint de la société GUCE Côte d'Ivoire SA. Issouf Fadika, le représentant du Président de la République du Conseil d'Administration, est un professionnel du secteur maritime, ayant une parfaite maîtrise des enjeux du commerce international. Monsieur Guy Serge Manouan était précédemment Directeur Général de Webb Fontaine Côte d'Ivoire et Monsieur Inza CISSE, Directeur de la Régulation et des Echanges au Ministère en charge du commerce. Après les félicitations et remerciements d'usage, Souleymane Diarrassouba a exhorté les nouveaux dirigeants de GUCE à maintenir le cap, à continuer d'offrir des services de qualité aux usagers en vue de la facilitation du commerce transfrontalier et à rassurer le personnel de la collaboration dans le cadre de la nouvelle entité. Il a en outre, rappelé, que le contrat de concession signé en février 2013, prenant fin le 30 juin 2019 ; le Conseil des ministres en sa séance du 12 juin 2019 a décidé de confier la gestion, l'exploitation et le développement du Guichet Unique du Commerce Extérieur à une nouvelle société dénommée « GUCE Côte d'Ivoire SA » avec une participation financière de l'Etat à 70% du capital social et 30% par le Webb Fontaine Groupe. Bien qu'étant majoritaire de la nouvelle entité, l'Etat de Côte d'Ivoire



Développement et population / La ministre du Plan et du Développement a lu, le 10 juillet, la déclaration du gouvernement à l'occasion de la Journée mondiale de la population.

## Kaba Nialé: " 84% de nos engagements potentiellement réalisables à l'horizon 2030 "



La commémoration de la 33e Journée de la population - dont le thème est "25 ans de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement : accélérer la promesse" - a été l'occasion, le 10 juillet, pour Kaba Nialé, ministre du Plan et du Développement, de présenter les ambitions et les avancées notables enregistrées en matière d'exclusivité de la croissance et de l'amélioration des conditions de vie des populations en Côte d'Ivoire. «La Côte d'Ivoire a réalisé, de 1994 à 2018, des progrès très significatifs, puisque 84% de nos engagements sont potentiellement réalisables à l'horizon 2030. La plupart des engagements réalisables dépendent, en effet, de réformes législatives et institutionnelles ou de la mise en œuvre de programmes et projets de population», a-t-elle déclaré. Avant d'expliquer «qu'en ce qui concerne la Côte d'Ivoire, le renforcement du développement du capital humain et du bien-être social est érigé en priorité, comme l'atteste le deuxième axe stratégique de notre Plan National de Développement pour la période quinquennale de 2016 à

2020 ». **Des avancées notables ...** Nialé Kaba a donc évoqué - dans les grandes lignes - les défis relatifs au développement du capital humain et du bien-être social, dans notre pays, déclinés en 88 engagements, conformément à la Déclaration d'Addis-Abeba sur la Population et le Développement adoptée, par la suite, par les Chefs d'État africains, pour rendre applicable le Programme d'Action du Caire. Relativement à la dignité et l'égalité, la ministre du Plan et du Développement a indiqué que plus de 70% des engagements sont en voie d'être tenus, au regard des instruments juridiques adoptés conformément aux recommandations internationales et régionales. Au titre de l'éducation et de la formation, elle a souligné qu'avec l'instauration de la scolarisation universelle, des progrès en matière de fréquentation et de parité filles/garçons sont enregistrés dans tous les ordres d'enseignement. Précisant que dans l'enseignement primaire, l'indice de parité est passé de 0,85 en 2008 à 0,93 en 2018. Dans le secondaire, on note un indice de parité de 0,83 pour la même année, selon elle.

**Des objectifs à portée de main...** En plus des mesures et institutions exclusivement dédiées à l'emploi des jeunes et des femmes, Kaba Nialé a relevé que 88% des engagements peuvent être tenus d'ici à 2030 dans le domaine sanitaire. Puisqu'en «matière de santé de la mère et de l'enfant, la Côte d'Ivoire a élaboré et mis en œuvre de nombreuses politiques, directives et stratégiques qui ont amélioré la disponibilité du personnel médical, le taux de prévalence contraceptive moderne passant de 4% en 1994 à 18% en 2019 », a fait savoir la ministre. À cela s'ajoutent la baisse de la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 96 pour 1000 naissances vivantes en 2016; le taux de couverture vaccinale qui s'établit à 32,5% des enfants âgés de 12 à 23 mois et le taux de mortalité maternelle, estimé à 614 pour 100 000 naissances vivantes, qui reste élevé. Kaba Nialé a aussi expliqué qu'au titre des lieux et de la mobilité, 84% des engagements peuvent être réalisés par la Côte d'Ivoire à l'horizon 2030. Ce chiffre est projeté à 80 % pour la gouvernance des questions de population et de développement, a-t-elle indiqué. Tout en rappelant les nombreuses réformes dans le secteur de l'environnement, la ministre a soutenu que la totalité des 7 engagements peuvent être tenus dans la production des données

statistiques, comme le gouvernement ambitionne de le faire pour les 11 autres concernant la coopération internationale et le partenariat.

**ABOUBAKAR BAMBA**